

L'aide au paiement des factures d'électricité pour les grandes entreprises en 2024



© 2024 Les Echos Publishing

Vous le savez : une aide « gaz et électricité » a été instaurée à l'intention des entreprises grandes consommatrices d'énergie dont l'objet était de compenser les surcoûts de dépenses de gaz et d'électricité auxquels ces entreprises ont dû faire face entre le 1^{er} mars 2022 et le 31 décembre 2023 en raison du conflit en Ukraine.

Rappel : cette aide était destinée aux entreprises dont les dépenses de gaz et/ou d'électricité ont représenté au moins 3 % de leur chiffre d'affaires réalisé en 2021 et qui ont subi une augmentation de plus de 50 % du prix d'achat d'électricité et/ou de gaz pendant la période au titre de laquelle l'aide était demandée par rapport à une moyenne de prix sur l'année 2021.

Les entreprises éligibles

Cette aide se poursuit en 2024. Mais elle est réservée aux entreprises de taille intermédiaire (ETI) :

- qui résident fiscalement en France ;
- qui emploient moins de 5 000 personnes et dont le chiffre

d'affaires n'excède pas 1,5 milliard d'euros ou dont le total de bilan n'excède pas 2 milliards d'euros ;

- qui ont été créées au plus tard le 30 juin 2023 ;
- qui ont signé ou renouvelé leur contrat d'électricité en vigueur en 2024 avant le 30 juin 2023 ;
- qui ne sont pas éligibles à l'amortisseur électricité, ces deux aides n'étant donc plus cumulables ;
- qui n'ont pas perçu, au niveau du groupe auquel elles appartiennent, un montant d'aide supérieur à 2,250 millions d'euros ;
- qui ne font pas l'objet d'une procédure collective (sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire) ;
- qui ont un excédent brut d'exploitation (EBE), au cours de la période éligible considérée, soit en baisse soit négatif par rapport à la période de référence ;
- qui supportent des dépenses d'énergie représentant soit au moins 3 % de leur chiffre d'affaires réalisé respectivement les mêmes mois de la période de référence ou de leur chiffre d'affaires réalisé au cours du même mois de la période de référence, soit au moins 3 % de leur chiffre d'affaires de la période de référence, ramené à la durée de la période éligible ou d'un mois.

Précision : les associations sont éligibles à l'aide à condition d'être assujetties aux impôts commerciaux ou d'employer au moins un salarié.

Sachant que les périodes éligibles correspondent aux quatre trimestres de l'année 2024. Et que la période de référence correspond à :

- pour les entreprises créées au plus tard le 31 décembre 2020, l'année 2021 ;
- pour les entreprises créées en 2021, l'année 2022 ;
- pour les entreprises créées en 2022, l'année 2023 ;
- pour les entreprises créées entre le 1^{er} janvier 2023 et le 30 juin 2023, la période allant du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2023.

Le montant de l'aide

Pour ces entreprises, l'État prend en charge, pour chaque période éligible (c'est-à-dire pour chaque trimestre 2024), 50 % des surcoûts d'électricité au-delà de 300 €/MWh.

Les modalités de la demande

Les demandes pour bénéficier de cette aide doivent être effectuées en ligne sur le site www.impots.gouv.fr au plus tard le 31 mai 2024. Ensuite, lorsqu'elles auront reçu de la DGFIP une notification d'éligibilité, les entreprises devront déposer une demande de versement de l'aide selon le calendrier suivant :

- au titre des mois de janvier, février et mars 2024 : entre le 15 avril et le 31 juillet 2024 ;
- au titre des mois d'avril, mai et juin 2024 : entre le 15 juillet et le 31 octobre 2024 ;
- au titre des mois de juillet, août et septembre 2024 : entre le 15 octobre 2024 et le 31 janvier 2025 ;
- au titre des mois d'octobre, novembre et décembre 2024 : entre le 15 janvier et le 30 avril 2025.

Les demandes doivent être accompagnées d'un certain nombre de justificatifs, notamment une attestation du cabinet d'expertise comptable, le fichier de calcul de l'aide, le fichier de calcul de l'EBE et les factures d'électricité correspondant à la période éligible considérée.

[Décret n° 2024-251 du 22 mars 2024, JO du 23](#)